

Pubblicazioni

Serie II, Atti delle «Settimane di studio» e altri Convegni

7

Atti della «Settima settimana di studio»

(11-17 aprile 1975)

LA MONETA
NELL'ECONOMIA EUROPEA
SECOLI XIII-XVIII

a cura di Vera Barbagli Bagnoli

Le Monnier

Maurice Aymard

Monnaie et économie paysanne

Le modèle du système féodal présenté par W. Kula¹ a eu, entre autres mérites, celui de formaliser et de développer jusqu'à ses ultimes conséquences la dichotomie entre deux systèmes de production, à la fois opposés et complémentaires. Celui de la réserve seigneuriale, produisant pour le marché (international). Celui des tenures paysannes assurant la production suffisante à l'alimentation de la population des campagnes.

Tous deux ont en commun de fonctionner, à la limite, sans monnaie. Le premier parce que les grands propriétaires cherchent, par la gratuité de la main d'œuvre (corvée), et par une polyculture qui complète la monoculture fondamentale blé/seigle en assurant la production sur place de tout ce qu'on pourra ainsi se dispenser d'acheter, à minimiser les dépenses pour maximiser les recettes monétaires de la vente des grains, donc les possibilités d'acquisition des seuls biens qui ne peuvent s'acheter que contre argent: les produits importés, de luxe et demi-luxe, et les terres, garantes et symbole tout à la fois de dignité sociale.

La même volonté d'autoconsommation se retrouve pour les tenures paysannes. Pas d'autre investissement que celui de la main d'œuvre: seule une nombreuse progéniture d'enfants adultes permet de prendre en location une terre plus grande. Pas d'achats sur le marché des denrées de première nécessité: en année mauvaise, le seigneur doit renoncer à ses redevances pour sauver de la famine ses serfs et leurs bêtes.

¹ Cité ici d'après l'édition italienne, *Teoria economica del sistema feudale. Proposta di un modello*, Turin 1970.

Pas de marché de remplacement pour la main d'œuvre excédentaire, qui reste donc sans valeur.

L'accès des paysans au marché se présente donc sous une forme ambivalente. D'un côté la nécessité de disposer d'un surplus négociable pour se procurer les sommes nécessaires au paiement des impôts et des prestations seigneuriales en argent; et l'obligation même, fréquente, d'acheter les produits des manufactures seigneuriales (boissons alcooliques et produits industriels). Mais de l'autre, la pression paysanne pour disposer d'un surplus négociable plus important, malgré la résistance des seigneurs, surplus qui leur permet seul d'augmenter leur niveau de vie, en achetant des produits manufacturés: métaux, textiles, verre, etc.

Sans jamais atteindre une égale rigueur, un schéma identique ou voisin sous-tend en fait fréquemment l'analyse historique des sociétés paysannes dans l'Europe occidentale à l'époque médiévale et moderne, même dans des pays où le capitalisme commercial et urbain s'est précocement affirmé. Tous les historiens des campagnes admettent qu'avant 1800 au moins, seule une part minime des biens produits (surtout agricoles) et des services passe par le marché; que la terre n'est pas un investissement comparable aux autres; que la main d'œuvre sous-utilisée dans l'agriculture ne dispose que de possibilités nulles ou restreintes de substitution. Tous ou presque reprennent ou approfondissent la distinction entre autoconsommation et agriculture commerciale, dans le cadre d'une économie de marché qui n'intéresse qu'une part réduite, mais variable, de la production. Ces deux économies se succèdent dans le temps. Mais la transition est longue, et, entre XIII^e et XVIII^e siècle, elles coexistent dans l'espace: majoritaire au départ, l'économie «naturelle» devient peu à peu minoritaire, et ne subsiste aujourd'hui en Europe occidentale que sous forme de poches résiduelles.

Cette approche historiographique se retrouve évidemment derrière les débats sur les prix et les salaires, classiques dans les années 1950-60. Qu'importe le salaire s'il n'y a pas, ou s'il n'y a plus de salariat?, écrivait en substance Pierre Vilar. Qu'importent les prix en argent pour des masses paysannes qui ne voient de métaux précieux que thésaurisés dans la décoration des lieux de culte? Qu'importent même les séries de prix de mercoriale pour ces mêmes masses, quand elles vivent pour l'essentiel en autoconsommation, et ne vendent sur le marché que le

strict nécessaire pour payer les impôts, les redevances diverses, quelques maigres achats de produits manufacturés, les dots des filles? Face à une culture urbaine fondée sur les échanges monétaires, toute une culture paysanne ignorerait, et nierait même une monnaie dont elle n'a pas vraiment besoin.

Nombreuses sont les régions où subsiste en fait, jusqu'au XVIII^e siècle, la vieille opposition entre réserve seigneuriale et tenures paysannes: dans la France riche en monographies provinciales, la Bourgogne de Saint-Jacob² ou l'Auvergne de Poitrineau³. La première a pu changer de mains, en totalité ou en partie, sous la pression des acquéreurs urbains qui ne dédaignent pas davantage la terre paysanne, quand ils peuvent la «rassembler» d'un seul tenant. Elle a même changé de gestion, de l'Angleterre à l'Italie. Dans la France du XVIII^e siècle, les grosses fermes du nord et les métairies du midi représentent le secteur «développé» de l'agriculture (à l'exclusion des spécialisations maraîchères, viticoles ou autres): elles l'emportent par la masse des investissements (bétail, matériel bâtiments), par leur rentabilisation (rendements plus élevés), par la commercialisation plus poussée de la production. L'autoconsommation n'y disparaît pas totalement. Mais le «laboureur» français ou le «farmer» anglais font déjà figure d'entrepreneurs; ils peuvent investir dans la culture de la terre (et non dans son acquisition) des capitaux importants (en argent, en matériel, en grains, en bétail), produisant pour le marché, payant un loger en argent, etc.: ils seront les premiers à tenir leurs comptes.

Par opposition⁴, le secteur laissé à la petite et moyenne propriété paysanne, variable selon les régions, reste attaché aux méthodes traditionnelles, et s'efforce d'échapper, autant que faire se peut, aux circuits monétaires: cens et prélèvements divers sont souvent payés en nature, l'essentiel de la production est consommé sur place par le groupe familial sans passer par le marché, les seuls surplus sont vendus pour payer

² P. DE SAINT-JACOB, *Les paysans de la Bourgogne du nord au dernier siècle de l'Ancien Régime*, Dijon 1960.

³ A. POITRINEAU, *Le vie rurale en Basse Auvergne au XVIII^e siècle*, Paris 1965.

⁴ E. LE ROY LADURIE, dans la lignée de Quesnay, fait de cette opposition entre les deux agricultures françaises l'élément fondamental de son modèle: *Pour un modèle de l'économie rurale française au XVIII^e siècle* dans «Mélanges de l'Ecole Française de Rome (MEFRM)», 1973, 1, pp. 7-29.

l'impôt ou les taxes. Selon les régions elle résiste (France centrale) ou recule (Angleterre). Mais souvent elle apparaît garantie par les contraintes collectives et les servitudes et privilèges communautaires. D'où, fréquemment reprise, une vision quelque peu idyllique du rôle des communaux et de ces servitudes: glanage et vaine pâture assurent la survie des paysans sans (assez de) terres.

Séduisant et acceptable dans les lignes générales, assez facile à concilier avec les analyses plus récentes de l'anthropologie économique, un tel schéma ne rend pourtant compte que d'une part des faits observés.

L'irrégularité de la production agricole peut jouer en faveur des paysans. En cas de hausse des prix, à court ou moyen terme, ils peuvent se permettre de vendre moins⁵, puisque leurs besoins monétaires restent stables: les termes de l'échange jouent en leur faveur. Mais à une condition: qu'ils disposent encore d'un surplus négociable. Ce qui resterait à prouver: la hausse des prix résulte plus souvent d'une baisse de la production que d'un gonflement de la demande (villes, armées, etc.). Selon la gravité de cette baisse la majorité des paysans disposera d'un surplus diminué ou réduit à rien, ou se trouvera même contrainte d'acheter sur le marché un complément: en fait à racheter au prix fort une part de sa récolte. Au contraire les ventes supplémentaires qu'elle doit effectuer en période de baisse des prix entament d'autant ses capacités de stockage.

Telle est, on le sait, la situation de nombreuses campagnes d'Occident entre XIII^e et XVIII^e siècle: même quand leur idéal reste celui de l'auto-subsistance, les producteurs paysans y supportent plus négativement que positivement les oscillations des prix, et n'accèdent au marché qu'en position de faiblesse. Signe supplémentaire de cette faiblesse: le reflux, classiquement observé dans l'Europe moderne des ruraux vers la ville – et non l'inverse – en période de disette.

Si homogène et si unie qu'elle puisse parfois apparaître face au seigneur, la communauté paysanne résiste mal à une double série de pressions. Les unes, extérieures, freinent le libre accès, pour tous ses membres, à certaines parties du territoire cultivé (chaumes, sole de jachère), ou d'un incult progressivement valorisé en forêt ou pâturage. Les autres

⁵ W. KULA, *Teoria economica, etc.*, cit., p. 42, reprend, en lui donnant valeur générale, une observation de Postan sur l'Angleterre médiévale.

intérieures: la domination d'une «classe moyenne» de paysans indépendants, ainsi en Languedoc⁶, correspond, dans bien des cas, à une situation d'équilibre fragile, menacée d'un côté par l'émergence d'une élite d'agriculteurs aisés, de l'autre par la constitution d'une couche plus ou moins nombreuse de paysans, sans (assez de) terres qui doivent demander à un salaire tout ou partie de leurs moyens d'existence (brasiers, journaliers, manouvriers).

Cet éclatement social de la communauté paysanne se relie, après la disparition de fait des corvées, aux exigences de l'exploitation par grandes fermes ou métairies, héritières ou non de la réserve seigneuriale. Celle-ci fournit aux plus riches ou aux plus entreprenants des paysans des possibilités d'activité qui s'accroissent encore avec le renforcement du secteur commercialisé de l'économie: affermage des terres, des seigneuries, des dîmes; collecte des redevances seigneuriales ou ecclésiastiques; vente des stocks ainsi accumulés au moment le plus profitable; avances consenties aussi bien au seigneur qu'aux paysans moins riches, etc.

Mais elle assure aussi aux plus pauvres des possibilités de travail salarié soit permanent, soit saisonnier. Que la rémunération soit fixée en nature (part de la moisson), en argent, ou qu'elle soit mixte importe assez peu, puisqu'elle est perçue comme un salaire, mal protégé par une codification traditionnelle contre les oscillations du marché du travail. A long terme: au cours du 16^e siècle les moissonneurs et dépiqueurs du Languedoc voient leur rémunération pourtant fixée en nature – une part de la récolte – diminuer, par étapes, de près de moitié, à l'image des salaires monétaires⁷. A court terme: les jésuites de Palerme, lors de la disette de 1647, renoncent à nourrir les ouvriers de leurs «masserie» et décident de les payer intégralement en monnaie, à charge pour ceux-ci d'acheter, au prix fort, de quoi manger⁸.

A ce secteur fondamental du salariat agricole s'ajoutent d'ailleurs des formes complémentaires: travaux annexes (charrois, bâtiment), artisanant, travail à domicile pour les industries urbaines.

⁶ E. LE ROY LADURIE, *Les paysans de Languedoc*, Paris 1966.

⁷ *Ibidem*, p. 178 et graphique 32, pp. 1006-7.

⁸ M. AYMARD, *En Sicile: dîmes et comptabilités agricoles*, dans J. GOY et E. LE ROY LADURIE, *Les fluctuations du produit de la dîme*, Paris 1972, pp. 294-403.

Sans doute la monnaie ne connaît-elle, dans un tel système, qu'une circulation restreinte, souvent occultée par une tradition qui codifie le troc et privilégie d'autres formes d'échange dominées par la réciprocité, par la confiance, sinon par la gratuité du don⁹. Elle ne règle pas le détail quotidien des transactions, mais les soldes annuels, les ventes de bétail ou de terre, les dots, etc.

Lié aux à-coups de la production agricole et à la diversification de la société rurale, l'endettement paysan signale une autre présence de la monnaie¹⁰. Présence cachée, là encore: prêts et remboursements s'effectuent en nature plus fréquemment qu'en argent. Mais ils sont normalement libellés en monnaie de compte, et presque toujours à des taux usuraires, bons signes de la rareté et de la circulation lente et difficile des capitaux monétaires comme des stocks de produits agricoles. Gagés sur la récolte à venir, ces créances diminuent avec elle, mais ne disparaissent jamais totalement: reports (à un taux majoré) et consolidations (sous forme de cens ou d'hypothèques) débouchent à la limite non seulement sur un transfert supplémentaire de revenu, mais également sur un transfert de terres au profit des coqs de village ou des éléments les plus riches de la société urbaine; ou encore sur une transformation du statut socio-économique des débiteurs. On assiste en effet à une double régression des propriétaires, rejetés au-dessous du seuil fragile de l'indépendance, et des exploitants locataires, qui reculent du fermage au métayage, puis du métayage véritable (où le paysan peut pourvoir à sa part des dépenses) à un métayage dépendant (où il doit en demander l'avance au propriétaire).

Une société de fermiers («burgisi»), de tenanciers précaires et de journaliers agricoles comme l'est, dès 1500, la société sicilienne, accuse

⁹ G. DUBY, «avec le regard de l'anthropologue», privilégie ces formes d'échange pour la période du Haut Moyen âge: «une intense circulation de dons et de contre-dons, de prestations cérémoniales et sacralisées parcourt d'un bout à l'autre le corps social» (*Guerriers et paysans*, Paris 1974, p. 60, et, pour une formulation encore plus nette, dans «*Annales ESC*», 1974, 6, pp. 1366-67). Inutile de dire qu'elles ne disparaissent pas avec le XIII^e siècle.

¹⁰ Omniprésent mais difficile à étudier, car même les notaires n'en livrent qu'une partie, il n'occupe pas, dans les études d'histoire rurale, la place qui lui revient. Cfr. G. DUBY, *L'économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval*, Paris 1962, I, pp. 357-62 et II, pp. 632-33; P. GOUBERT, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*, Paris 1958, pp. 183-85; E. LE ROY LADURIE, *Les Paysans, etc.*, cit., pp. 485-89.

encore le rôle de la monnaie. Rôle infiniment plus large que la circulation effective des espèces métalliques: même absente matériellement, elle domine en fait l'essentiel des activités économiques et des rapports sociaux.

Dans toutes les régions céréalières, la part de la propriété paysanne y atteint en effet des taux exceptionnellement bas (10 à 20% du terroir, parfois moins); elle intéresse des vignes et des jardins – le «ruedo» de cultures intensives qui ceinture le bourg –, mais non la terre de culture ou de pâturage, restée aux mains des grands propriétaires laïques ou ecclésiastiques, et plus rarement entre celles des administrations urbaines¹¹.

Les coutumes, périodiquement renouvelées au gré des rapports de force, y mesurent très chichement les privilèges communautaires, garantie et condition des solidarités paysannes face au seigneur, et notamment le libre accès à l'incult et aux chaumes.

La structure d'un habitat concentré en gros bourgs de plusieurs milliers d'habitants contribue à l'échec de la démocratie communale, et à la mainmise sur l'administration locale par une oligarchie d'éleveurs et de fermiers de seigneuries qui cherché à forcer les portes du baronnage.

La commercialisation de la production agricole pour le marché urbain ou extérieur y est particulièrement poussée. Totale pour la soie, elle approche et dépasse 40% pour le blé tout au long du XVI^e siècle: 20% pour l'alimentation des seules villes de Palerme et Messine, 15% pour l'exportation.

Les formes de l'exploitation peuvent varier: vers 1450-1500, les «laboureurs» dominant et paraissent jouir d'une relative aisance, à la faveur d'un étiage des loyers de la terre à des taux particulièrement bas, et d'une demande extérieure en céréales qui quadruple entre 1470 et 1520. Les dernières décennies du XVI^e siècle voient leur situation se dégrader, leur dépendance s'accroître envers le seigneur ou son fermier, leur statut évoluer vers une sorte de colonat partiaire ou un métayage dépendant: le paysan n'apporte plus que son travail. Bétail, semence, nourriture, argent même lui sont avancés chaque année, en totalité ou en partie: facturés en termes monétaires, ils sont remboursables au len-

¹¹ M. AYMARD, *Un bourg de Sicile entre XVI^e et XVIII^e siècle: Gangi*, dans «Conjoncture économique. Structures sociales (Hommage à Ernest Labrousse)», Paris 1974, pp. 353-74.

demain de la récolte, et payés dans la majorité des cas en nature; mais les risques de culture pèsent totalement sur lui dans le cas du colonat («borgesato»), pour moitié dans le cas du métayage qui dans ce contexte apparaîtra presque comme un progrès.

Pourtant le but reste le même: mobiliser entre les mains des propriétaires et des marchands une part de la production céréalière suffisante dans tous les cas pour satisfaire la demande extérieure et urbaine, et à l'occasion de spéculer aussi sur le marché local. Loin de régresser quand, après 1620, les exportations de blé s'effondrent, la partie commercialisée de la production céréalière tendrait même plutôt à s'accroître: avec le reflux de l'autoconsommation paysanne, le marché intérieur compense, et au-delà, les pertes sur le marché extérieur.

Le salariat domine une société qui comprend un pourcentage élevé, sinon majoritaire, de «braccianti», journaliers agricoles ou valets de ferme. Normalement nourri pendant son travail, le travailleur reçoit toujours une rémunération complémentaire fixée en argent, et normalement payée de même: vers 1490-1500 à Corleone les paiements se font «in aquilis argenteis». Dans les «masserie» des jésuites palermitains, vers 1650-1700, la masse salariale ainsi distribuée équilibre sensiblement la valeur de l'alimentation distribuée aux ouvriers.

Le jeu des avances sur récolte y est très précocement réglé par la loi ou la coutume. Celles-ci codifient le système des «voci» (à Naples) et des «mete» (en Sicile). Vers 1550-1600, on arrive même en Sicile à un véritable système de «basic-point»: le prix de la «meta» aux divers «caricatori», qui varie selon la demande et les disponibilités, est modulé, pour fixer la «meta» de chaque bourg, selon l'éloignement du port d'exportation, donc selon le coût de transport jusqu'à celui-ci, dans le cas, majoritaire, des zones excédentaires, et depuis celui-ci, dans le cas des zones déficitaires en grains du nord-est de l'île; parallèlement, entre les divers «caricatori», la hiérarchie des prix traduit les différences de distance, donc de fret maritime, aux grands marchés de consommation (Palerme et Gênes). Même imparfaitement respecté, ce modèle a le mérite de situer un état de fait, caractérisé par une fluidité très grande pour l'époque de la circulation des céréales.

Sans être poussée aussi loin, la même tendance à l'unification des prix intérieurs, au moins à l'échelle provinciale, par le biais de la «voce», s'observe dans le royaume de Naples, au moins pour les ré-

gions et les cultures fortement commercialisées: San Giovanni Rotondo sert ainsi de point de base pour le prix du blé dans le Capitanate au XVI^e siècle¹², et Foggia prend le relais au siècle suivant¹³; la «voce» de Gallipoli règle au contraire, au XVIII^e siècle, les prix de l'huile en «Terra d'Otranto»¹⁴.

«Meta» ou «voce», sa fixation devient vite affaire gouvernementale, et pas seulement par souci de défendre les producteurs contre les marchands et les accapareurs: les contrats à la «voce» ou à la «meta» recouvrent fréquemment des ventes fictives, et masquent de purs et simples contrats de prêt à court terme. A Palerme, vers 1600, les «mete» de l'huile (janvier) et du blé (juillet) fournissent le support juridique pour ces prêts, tantôt remboursés à l'échéance fixée, tantôt reportés à la suivante. Fixer la «meta», c'est alors, en fait, fixer l'intérêt de l'argent à court ou moyen terme pour les capitaux qui s'investissent tant à la campagne dans la production agricole qu'en ville dans le prêt aux particuliers.

Sans être totalement absente, l'autoconsommation apparaît tout spécialement réduite: minoritaire, elle constitue peut-être un idéal, mais sûrement pas la norme. Une large part de la population rurale vit dans une situation très proche de celle des consommateurs urbains: les bourgs des régions déficitaires copient, en temps de disette, les mesures annonaires des grandes villes. Et les colons partiariaires ou précaires, dans la mesure même où le fermier («gabelotto») ou le propriétaire leur avancent soit à la «meta», soit à prix fixe, tout ou partie de leur alimentation, se retrouvent insérés dans un circuit de consommation commercialisée.

A cette commercialisation poussée des consommations alimentaires s'oppose, dans les campagnes de l'hinterland, la rareté des autres boutiques. Dans des bourgs de plus de cinq mille habitants, on ne trouve ainsi, vers 1550-1600, que deux ou trois «magasins généraux», tenus souvent par des étrangers, catalans ou génois, mais également par des insulaires, qui vendent à crédit, en utilisant le détour juridique du

¹² L. ALBERTI, *Descrizione di tutta Italia*, éd. de Bologne 1568, p. 207.

¹³ P. MACRY, *Ceto mercantile e azienda agricola nel regno di Napoli: il contratto alla voce nel XVIII secolo*, dans «Quaderni storici», 21, sept.-déc. 1972, pp. 866, 894.

¹⁴ P. CHORLEY, *Oil, silk and enlightenment*, Naples 1965, p. 93.

malgré des termes de l'échange favorables aux producteurs de matières premières agricoles, sur un blocage du marché intérieur.

Cet échec d'un modèle de développement fondé sur l'*affitto* des grands domaines provoque, au cours du XVII^e siècle toute une série de « régressions » apparentes ou réelles: effondrement des exportations et stagnation de la production, passage du fermage au métayage et au colonat, morcellement des exploitations entre un nombre plus grand de petites tenures, réaffirmation du pouvoir seigneurial, recul des paiements en argent (espèces métalliques ou monnaie de banque) aux règlements en nature, disparition des productions qui exigeaient d'importants capitaux de fonctionnement (« trappeti » sucriers).

Privée du stimulant de la demande extérieure, l'économie s'organise pour tourner, dans toute la mesure du possible, sans monnaie métallique: car si l'autoconsommation et les échanges en nature marquent des points, la monnaie de compte garde son importance fondamentale. Dans chaque grande seigneurie, on retrouve la triple « colonne » de grains (semence et nourriture), de bétail et d'argent, qui alimente les avances faites aux tenanciers, remboursées plus que jamais au prix de la « meta ». La même tendance s'observe au niveau de l'économie urbaine: à la limite, une institution comme le « caricatore » de Palerme, où les grands propriétaires font déposer leurs grains destinés à l'alimentation de la capitale, fonctionne comme une banque du blé: mais tous les virements respectent le détour de la monnaie de compte. Une monnaie qui continue à régler le paiement des rentes sur l'Etat, les villes et les patrimoines seigneuriaux, celui de l'impôt, celui des dettes, malgré les faillites des grandes « Tavole » urbaines, dont les municipalités et l'Etat ont épuisé les réserves métalliques pour faire face aux dépenses des guerres ou des disettes.

L'exemple local de la Sicile inviterait donc à nuancer un modèle dichotomique, binaire, trop aisément accepté par les historiens. Si on y retrouve les deux niveaux habituels de l'économie, le premier, celui lié aux grandes villes et au commerce international, ne se contente pas de coexister avec une économie « naturelle » dominée par l'autoconsommation et le troc. Dès 1500, par un ensemble de mécanismes très simples, où la monnaie de compte joue un rôle essentiel, il la domine et en règle, jusque dans le détail, le fonctionnement. Il fixe ainsi, d'entrée de

jeu, le choix de ceux qui seront les gagnants et les perdants d'une évolution séculaire. G. Delille¹⁶ l'a montré pour la région de Bénévent après la peste napolitaine de 1656: il faut la secousse exceptionnellement brutale de l'épidémie pour secouer la tutelle de l'économie urbaine et monétaire, et laisser au moins un temps sa chance à une économie « naturelle » assurément moins spectaculaire et moins brillante, mais porteuse d'un autre modèle de développement dont les possibilités vont ainsi s'exprimer entre 1700 et 1750.

¹⁶ G. DELILLE, *Croissance d'une société rurale: Montesarchio et la Vallée Caudine aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Naples 1973, et article à paraître dans « Annales ESC ».